

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 14/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ECOGRANU 25 SARL**

7 Sous les Charrières  
25500 Noël-Cerneux

Références : UID257090/SPR/BB/SB 2024 - 0514A  
Code AIOT : 0005902551

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement ECOGRANU 25 SARL implanté Route de Baume-Les-Dames 25360 Gonsans. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOGRANU 25 SARL
- Route de Baume-Les-Dames 25360 Gonsans
- Code AIOT : 0005902551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une carrière de roches massives calcaires autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2013 pour une durée de 30 ans.

La production annuelle autorisée est de 160 000 tonnes en moyenne, et de 210 000 tonnes au maximum.

L'exploitant est également autorisé à recevoir des déchets inertes extérieurs pour réaliser le remblaiement de la carrière, avec une quantité maximum admise de 60 000 tonnes par an.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déclaration GREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2018, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 28	Demande d'action corrective	2 mois
5	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 5	Demande d'action corrective	2 mois
8	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5.	Demande d'action corrective	3 mois
11	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6.	Demande d'action corrective	3 mois
12	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7.	Demande d'action corrective	3 mois
13	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 3	Sans objet
4	Phasage	Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 19	Sans objet
6	Remblayage par matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 36	Sans objet
9	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 5	Sans objet
14	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 32	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Panneau	Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 8	Sans objet
16	Circulation	Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 27	Sans objet
17	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 9 bis	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que la carrière était exploitée à des niveaux de production inférieurs aux limites de son autorisation, avec un phasage globalement respecté. Les niveaux de vibrations mesurés lors des tirs de mines sont conformes aux valeurs limites autorisées.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un plan topographique de la carrière datant de moins d'un an, afin de pouvoir vérifier le respect de la cote minimale d'extraction et la hauteur des fronts. Il doit également mettre en œuvre une surveillance des retombées de poussières en application des articles 19.5 et suivants de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

L'exploitant accueille actuellement une faible quantité de déchets inertes pour le remblaiement de la carrière. La procédure d'acceptation préalable doit être mieux formalisée et tracée, et l'exploitant doit justifier de la tenue d'un registre des déchets conforme à la réglementation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Niveaux de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume total de matériaux autorisés à extraire est estimé à 2 120 000 m <sup>3</sup> de gisement, soit 5 050 000 tonnes. La quantité annuelle moyenne autorisée à être extraite est de 160 000 tonnes sur la phase quinquennale avec un maximum de 210 000 tonnes de calcaire commercialisable sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 6 ci-après. Les produits de la découverte et les stériles seront conservés sur le site en vue de sa remise en état.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis l'attestation de cubature faite par un géomètre expert afin de déterminer le volume extrait entre juillet 2022 et juillet 2023. Au vu de cette attestation, la quantité annuelle extraite est respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Déclaration GREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a jamais fait de déclaration sur la plateforme GREP.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit déclarer les informations requises sur la plateforme GREP chaque année avant le 31 mars. Pour cette année, la déclaration doit être faite dans un délai d'un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Plan de la carrière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : -les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, -le bord de la fouille, la limite de 10 m fixée à l'article 17, les clôtures, -les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) en particulier de l'aire de contrôle des matériaux servant au remblayage et des banquettes découpant les fronts, - les zones remises en état, - la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 17 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne disposait pas d'un plan récent de la carrière sur le site et à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées un plan de la carrière comportant les informations requises et mis à jour au moins une fois par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 2 mois**

**N° 4 : Phasage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, Carrière

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation est réalisée en 6 phases quinquennales, la dernière année servant à finir la remise en état (plans en annexe) :

- Phase 1: L'extraction débute par l'exploitation puis l'approfondissement de la partie centrale de la carrière actuelle, à proximité des installations de traitement des matériaux actuellement en place. Au cours de cette même phase, le front progressera vers le Nord sur 1 ou 2 niveaux (gradins de 15 m de hauteur maxi séparés par des banquettes de 8 m de largeur),
- Phases 2 à 5 : L'exploitation se poursuit vers le Nord sur plusieurs niveaux d'extraction supérieurs et approfondissement des niveaux atteints précédemment.
- Phase 6 : L'exploitation se termine par l'extraction de la bande Nord du site dont une partie est située entre le périmètre provisoire et la zone de compensation écologique.

**Constats :**

La phase 3 du plan de phasage est en cours de réalisation. L'exploitation de la carrière se fait sur la partie Nord de la carrière.

Il a été observé que la carrière était encombrée avec la présence de nombreuses zones de stockages de matériaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Carrière

**Prescription contrôlée :**

17.1 - La cote minimale du carreau ne doit pas être inférieure à 445 mètres NGF.

17.2 - Les fronts sont constitués d'au plus 5 gradins de 15 mètres maximum de hauteur verticale ; ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 8 m de largeur minimum ; la hauteur totale d'extraction ne dépassera pas 55 m.

**Constats :**

La hauteur des gradins et la cote minimale de la carrière n'ont pas pu être contrôlées, du fait de l'absence de plan topographique à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre le plan topographique à jour de la carrière (cf. fiche de constat supra). Une vérification documentaire sera faite après transmission du plan à jour par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Remblayage par matériaux inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dépôt de matériaux inertes d'apport extérieur au site est autorisé pour un maximum de 60 000 tonnes par an et sera effectué progressivement à l'avancement de l'extraction, conformément aux plans fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.
<b>Constats :</b> L'exploitant reçoit une quantité de déchets inertes inférieure à la quantité maximale autorisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Acceptation préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3 : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des Codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du Code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Article 5 : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le

<p>nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le Code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes.</p> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'à la réception d'un camion contenant des déchets inertes, un bordereau était renseigné avec la provenance des déchets, le type de déchets, le producteur et les quantités reçues.</p> <p>Ces informations sont ensuite renseignées dans le logiciel de facturation de l'établissement.</p> <p>L'exploitant ne demande pas formellement de document d'acceptation préalable, permettant de vérifier l'ensemble des points prévus à l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit formaliser une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes reçus et demander aux producteurs de déchets de renseigner et signer un document d'acceptation préalable selon les modalités de l'article 5 de l'arrêté du 12 décembre 2014.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 8 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le Code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le Code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les Codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le Code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le logiciel de facturation permettait d'obtenir les informations requises par le registre des déchets. Ce registre n'a pas été consulté lors de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre le registre des déchets admis pour l'année 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 9 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5.1 - L'article 11.1 de l'arrêté du 3 septembre 2013 est remplacé par:« L'exploitant doit, préalablement à la mise en activité de la carrière, avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues aux articles 33 et suivants.</p>

<p>Le montant de référence (indice TPO1= 102,8) des garanties financières devant être constitué dans ce cadre et tenant compte de l'abandon de la parcelle ZA 62, doit être au moins égal à : Phase 3 : 333 212 €</p> <p>L'exploitant doit adresser au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières six mois avant leur échéance. ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation dispose d'une attestation de garanties financières valable pour la période du 3 septembre 2023 au 3 septembre 2028, pour un montant de 333 212 €.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Prévention des pollutions.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées .Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation est autorisée pour une production supérieure à 150 000 tonnes par an. Il est donc soumis à la mise en œuvre d'un plan de surveillance des retombées de poussières.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en œuvre de plan de surveillance des retombées de poussières.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre un plan de surveillance des retombées de poussières conforme aux prescriptions des articles 19.5 et suivants de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Prévention des pollutions.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas mis en œuvre de surveillance des retombées de poussières.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le plan de surveillance de l'exploitant devra comprendre un nombre de stations de mesures conforme à l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 12 : Prévention des pollutions.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une commande pour la réalisation d'une surveillance des poussières par pose de plaquettes. Cette méthode de surveillance n'est pas conforme.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en œuvre une surveillance des retombées de poussières par des jauges de retombées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 13 : Prévention des pollutions.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière, exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en œuvre de surveillance des retombées de poussières.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Lors de la mise en œuvre de la surveillance des poussières, une station météo devra être installée sur site, ou le rapport de surveillance devra utiliser des données météo corrigées correspondant au site de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit/Vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Des mesures doivent être effectuées à chaque changement de phase et de front d'exploitation et à la demande de l'inspection des installations classées.

<b>Constats :</b> L'exploitant effectue en moyenne entre 7 et 9 tirs par an. Un contrôle par sondage des mesures de vibrations a été effectué. Les résultats des mesures de vibrations, faites au niveau d'une habitation sur la commune de Cotebrune, sont inférieures à 5 mm/s. En particulier la mesure concernant le tir du 22 novembre 2023 montre une vitesse particulière pondérée maximale de 0,56 mm/s.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Panneau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place en bordure de la voie d'accès au site, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté
<b>Constats :</b> Un panneau est présent à l'entrée de la carrière.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Circulation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Trafic routier
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de limiter les nuisances et les risques induits par la circulation des véhicules desservant la carrière de Gonsans, le nombre de rotations de camions est limité en sortie de carrières à : -90 allers-retours par jour, -1380 allers-retours par mois en moyenne sur l'année. L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre sur lequel sera répertorié le nombre de camions par jour, entrant et sortant de la carrière. Afin de limiter les nuisances et les risques induits par la circulation des véhicules desservant la carrière de Gonsans, le nombre de rotations de camions est limité en sortie de carrières à : - 90 allers-retours par jour,-1380 allers-retours par mois en moyenne sur l'année. L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre sur lequel sera répertorié le nombre de camions par jour, entrant et sortant de la carrière.

<b>Constats :</b> Un contrôle par sondage du nombre de rotations de camions a été effectué. Le nombre de rotations par jour est de l'ordre d'une vingtaine en moyenne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Réserve incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2013, article 9 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> En plus, l'exploitant devra, pendant toute la validité du présent arrêté : - assurer la défense extérieure contre l'incendie par une réserve artificielle hors-gel enterrée ou à l'air libre, d'un volume minimum de 60 m3, implantée à moins de 5 mètres de la voie utilisable par les engins de lutte contre l'incendie et située à moins de 400 mètres de la partie du site la plus éloignée (réserve à installer sous le délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté).
<b>Constats :</b> Une réserve incendie est présente sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite